

- b) l'affaire Pasternak : la violence des attaques contre Pasternak ressemble à celle des pires moments du passé ("purgés" des années 1930,ère Jdanov, etc.); mais les différences sautent aussi à l'œil. Pasternak n'a été ni arrêté ni expulsé de sa ville ni empêché d'écrire. On apprend même qu'il avait pu faire imprimer et distribuer "sous-main" son livre à plusieurs milliers d'exemplaires. La plupart des grands écrivains ainsi que la grande majorité des étudiants n'ont pas participé à la campagne contre lui. Les staliniens de l'appareil se sont heurtés à une résistance inaccoutumée de la part d'une grande partie des intellectuels, résistance qui est encore plus grande du côté des savants qui refusent de "légitimer" à nouveau Lyssenko; -
- c) l'affaire du programme du parti : de congrès en congrès on recule la rédaction du fameux "nouveau programme", sans pouvoir en présenter une version définitive, et pour cause! Car la rédaction de ce programme soulève une série de questions, notamment sur la "nature sociale du communisme", qui ne peuvent qu'embarrasser énormément la bureaucratie: question de l'égalité sociale, question de l'auto-gestion des producteurs, question du dépérissement de l'Etat, question de la nature des contradictions au sein de la société soviétique. Par une simple généralisation théorique de certaines réformes actuelles, quelques théoriciens du PC de l'Union soviétique soulèvent d'ailleurs quelques-unes de ces questions, gênant énormément la campagne khrouchtchévienne contre le "révisionisme". On défend ainsi la thèse que les différences de rémunération doivent se réduire de plus en plus au fur et à mesure que l'on s'approche du communisme (Pravda, 27 juin 1958). Contrairement à l'article de la Pravda que nous venons de citer, un article paru dans la revue Communiste (N° 8, 1958) parle même de l'égalité complète et dévoile la confusion délibérément entretenue par l'idéologie stalinienne entre le nivellement des besoins (qui disparaîtra dans la société communiste) et le maintien de différences de revenus (qui empêche une grande partie de la population de satisfaire ses besoins).

Pour toutes ces raisons, nous croyons que la tendance "réformiste" qui existe aujourd'hui en URSS -et qui a été sans doute renforcée par l'échec de la révolution hongroise- débouchera tôt ou tard sur des revendications politiques mettant en question l'essence même de la dictature bureaucratique, sur une préparation plus rapide de la révolution politique.

Mais ce qui est nécessaire, dans cette situation nouvelle, c'est l'élaboration d'un programme minimum adapté aux conditions concrètes de l'URSS et de chacune des "démocraties populaires", programme qui jouerait objectivement le même rôle que celui du programme de transition, c'est-à-dire qui amènerait les travailleurs par leur expérience propre à la compréhension d'une lutte politique plus large pour le renversement de la dictature bureaucratique et le rétablissement d'une démocratie soviétique pleine et entière.